

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 15 mars 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 novembre 2023

Partie nominative

PARC EOLIEN DE CONILHAC-CORBIERES

Agence de Béziers - Centre d'affaires Wilson
1 carrefour de l'Hours - CS 50002
34500 Béziers

Affaire suivie par : Jérôme POCHON
Téléphone : 04.48.18.59.03
Courriel : Jerome.Pochon@developpement-durable.gouv.fr
Références : UID11/66-C3-2024-096
Code AIOT : 0006605518

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 16 novembre 2023 de l'établissement de la société PARC EOLIEN DE CONILHAC-CORBIERES implanté lieux-dits Traoucaïès et Traouc dal Trou à Conilhac-Corbières (11200). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

Jérôme POCHON, Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales, Cellule C3, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Stéphane ESTRABAUT, Chargé d'Affaires – Gestion d'Actifs, société EDF
Marine DAVID, Chargée d'Affaires Environnementales, société EDF

Le courriel d'échange avec l'administration est contact.coni@edf-re.fr.

Vérificateur/Approbateur	Rédacteur
L'adjoint au chef de l'unité inter-départementale Yannis ACCABAT	L'inspecteur de l'environnement Jérôme POCHON

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 16 novembre 2023 de l'établissement de la société PARC EOLIEN DE CONILHAC-CORBIERES implanté lieux-dits Traoucaïès et Traouc dal Trou à Conilhac-Corbières (11200), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Exploitation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 article : 20 - délai : 90 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Généralités** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 article : 2.2
- **Exploitation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 article : 14
- **Exploitation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 article : 15
- **Balisage** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015 article : 5
- **Prévention incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015 article : 5

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 15 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE CONILHAC-CORBIERES

Agence de Béziers - Centre d'affaires Wilson
1 carrefour de l'Hours - CS 50002
34500 Béziers

Références : UID11/66-C3-2024-096
Code AIOT : 0006605518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 novembre 2023 dans l'établissement de la société PARC EOLIEN DE CONILHAC-CORBIERES implanté lieux-dits Traoucaïès et Traouc dal Trou à Conilhac-Corbières (11200). L'inspection a été annoncée le 25 septembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE EDF ENF
- lieux dis Traoucaïès et Traouc dal Trou 11200 Conilhac-Corbières
- Code AIOT : 0006605518
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 4 aérogénérateurs d'une puissance totale de 9,2 MW) mis en service en 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite des visites de 2017 et 2020,
- Respect de la réglementation, notamment l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
14	Balisage	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	Sans objet
16	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
12	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	Sans objet
13	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Documentation aéronautique	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	Sans objet
17	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires, en particulier concernant la gestion des déchets et le débroussaillage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée : I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du poste de livraison, sur le site internet OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée : II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.

Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré sur OREOL l'ensemble des informations relatives aux différentes étapes de la vie du parc.</p> <p>Toutefois, la date de l'autorisation du parc (PC) est du 9 janvier 2012 et non du 19 juillet 2012. l'exploitant doit modifier cette date sous OREOL et en informer le service de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un suivi environnemental en 2015, 2016 et 2018.</p> <p>Le suivi environnemental de 2015 a conduit à la mise en place d'un bridage « Chiroptères ». Ce bridage a été renforcé suite au suivi de 2016. Les critères de la dernière version du bridage sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du 1er mai au 31 octobre : <ul style="list-style-type: none"> • Vitesse de vent < 5,5 m/s, • Durant 5 h après le coucher du soleil, • Éoliennes 2, 3 et 4. <p>Le rapport du suivi environnemental de 2018 conclut que les paramètres du bridage ne semblent actuellement pas encore suffisants. L'exploitant a mis en place un bridage identique mais pour les 4 éoliennes du parc et de coucher au lever du soleil. Ce bridage n'a pas fait l'objet d'un nouveau suivi afin de vérifier de son efficacité.</p> <p>Ce bridage pourra être encadré par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Concernant l'avifaune, le rapport de suivi de 2018 ne conclut pas de manière claire sur l'impact du parc sur l'avifaune.</p>

Le parc ayant été mis en service en 2014, il est rappelé qu'un suivi environnemental doit être réalisé en 2024 au plus tard. L'exploitant a informé l'inspection que celui-ci était prévu. Le protocole reconnu par le ministère dans sa version de 2018 devra être mis en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Prescription contrôlée :

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

Le rapport du suivi environnemental de 2018 mentionne qu'il a été réalisé selon le protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées dans sa version de 2015.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Prescription contrôlée :

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.

Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Constats :

L'exploitant a fourni les justificatifs du téléversement, en date du 8 juin 2023, des données des rapports de suivi environnemental de 2015, 2016 et 2018 dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Accès

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder

aux équipements.
Constats :
Lors de la visite, les éoliennes 1 et 3 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux et signalétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les numéros affichés sur les éoliennes ne correspondent pas à ceux de la déclaration OREOL ni ceux mentionnés dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à changer l'affichage sur les éoliennes pour fin février 2024.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les justificatifs de cette modification au service de l'inspection une fois réalisée.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite des traces de feu étaient présentes au niveau d'une plate-forme de l'éolienne 2. Il semble opportun de mettre en place des panneaux « Feux interdits ».</p> <p>Enfin, l'exploitant doit justifier que l'ensemble des chemins d'accès sont équipés d'un panneau d'information. L'exploitant doit transmettre les justificatifs au service de l'inspection une fois réalisée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercices
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le</p>

registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les attestations de formation de son personnel et de son maintenancier ENERCON pour 2023. L'exploitant doit prévoir un exercice en 2024, si possible avec le SDIS, sur les risques accidentels visés à la section 5.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur des aérogénérateurs 1 et 3 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le registre est bien en place et comporte bien les opérations de maintenance et, le cas échéant, les opérations préventives et correctives engagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Constats :

Les bordereaux de suivi de déchets contrôlés n'étaient pas au nom de l'exploitant ni à l'adresse du parc éolien qui est le producteur du déchet mais au nom du maintenancier. Il a été rappelé que le producteur du déchet est bien la société autorisée à exploiter le parc éolien.

Par ailleurs, certains bordereaux de suivi de déchet (BSD) issus de trackdechets (application de dématérialisation des BSD) mentionnaient une « rupture de traçabilité de déchet » et donc transfert de la responsabilité du producteur. Dans ce cas, l'exploitant, en tant que producteur, doit s'assurer que la société traitant les déchets est bien autorisée par arrêté préfectoral à cette rupture de traçabilité. En l'absence de cette autorisation, l'exploitant doit pouvoir justifier de l'élimination finale du déchet. L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs soit de l'autorisation de rupture de traçabilité accompagnée des courriels, dont il a été destinataire l'informant du traitement avec perte de traçabilité du BSD, soit de l'élimination finale de ses déchets.

Enfin, l'installation collectant les déchets est le site du maintenancier à Narbonne. Ce site est en cours de régularisation pour une activité de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours

N° 12 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

L'exploitant a fourni des rapports de contrôle de moins d'un an (juin 2023) pour les extincteurs des éoliennes et du poste de livraison.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures sonores

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette

<p>vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle acoustique n° 220ACO2015-01B de la campagne réalisée en 2015 met en évidence le respect des valeurs limites pour le parc éolien de Luc sur Orbieu ainsi que le respect de valeurs limites d'émergence.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Balisage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage diurne et nocturne des éoliennes est réalisé conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu justifier de la conformité du balisage pour l'ensemble des éoliennes du parc.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les justificatifs de conformité pour toutes les éoliennes au service de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 15 : Documentation aéronautique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation est inscrite sur les publications d'information aéronautique de la zone aérienne de défense Sud de Salon de Provence.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un courrier de la DGAC du 14 mai 2014 confirmant l'inscription du parc sur la documentation aéronautique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Prévention incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se situe au sein d'espaces naturels combustibles. De ce fait, elle est soumise à l'application de la réglementation inhérente à l'emploi du feu (arrêté préfectoral n° 2005-11-0359 du 3 mars 2005) et au débroussaillage et maintien en état débroussaillé des constructions et des équipements (arrêté préfectoral n°20110886-0005 du 31 mars 2011 relatif au débroussaillage et autres dispositions réglementaires applicables aux transporteurs ou distributeurs d'énergie électrique, aux propriétaires ou concessionnaires des voies ouvertes à la circulation publique et d'infrastructures ferroviaires et d'autre part, la prise en compte des normes zonales s'appliquant à la création des réseaux de desserte (pistes et bandes de sécurité débroussaillées) destinés à la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a fourni un devis mentionnant le débroussaillage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de 15 m autour de chaque éolienne, • des abords du poste de livraison et de la citerne, • autour des pistes. <p>L'exploitant n'a pas pu justifier que ces travaux étaient conformes aux dispositions réglementaires relatives à l'emploi du feu et au débroussaillage.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que son prestataire réalise un débroussaillage conforme à la réglementation et doit pouvoir justifier concrètement de la bonne réalisation du débroussaillage.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 17 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6-III</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet, avant le 25 août 2015 le document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni une attestation de garanties financières allant jusqu'au 24 août 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>